



Extrait du CIDR

<http://cidr.org/TOGO-Donnees-generales-Situation,406.html>

# TOGO - Données générales - Situation intérieure - Politique extérieure

- Activités - Programmes de développement - Dossiers pays -

Date de mise en ligne : lundi 14 mars 2011

## **Description :**

L'économie togolaise repose sur le commerce de transit, le secteur agricole et sur l'exploitation des phosphates dont la production a chuté dans les années 1990 et 2000. Le secteur informel est très important. La croissance demeure faible alors que l'accroissement démographique reste élevé.

---

Copyright © CIDR - Tous droits réservés

---

Source : Ministère des Affaires Etrangères et Européennes

Dernière mise à jour : 03/06/10

## Données générales

### *Données géographiques*

**Nom officiel** : République du Togo

**Superficie** : 56 785 km<sup>2</sup>

**Population** : 6,6 millions d'habitants (2009, EIU)

**Capitale** : Lomé

**Villes principales** : Sokodé, Kara, Kpalimé, Atakpamé

**Langue officielle** : Français

**Monnaie** : Franc CFA (100 FCFA = 0,15 euro)

**Fête nationale** : 27 avril (proclamation de l'indépendance en 1960)

### *Données démographiques*

**Croissance démographique** : 3 % en 2007 (2008, Banque mondiale)

**Espérance de vie** : 58 ans (2009)

**Taux d'alphabétisation** : 61% (2008, Banque mondiale)

**Religion(s)** : Animisme (50%), christianisme (30%), islam (20%)

**Indice de développement humain** : 154ème sur 177 pays (PNUD)

**Classement Transparency International** : 111ème sur 180 (2009)

### *Données économiques*

**PIB** : 3,2 milliards de dollars (2009, est. EIU)

**PIB par habitant** : environ 350 dollars

**Taux de croissance** : 2,5% (2009, est. FMI)

**Taux de chômage** : nd

**Taux d'inflation** : 2% (2009, EIU)

**Principaux clients** : Ghana (13,3%), Burkina Faso (11,5%), Allemagne (10,2%), Bénin (7,6%) (2008, EIU)

**Principaux fournisseurs** : Chine (38,7%), Pays Bas (7,8%), France (7,1%), Thaïlande (5,0%) (2008, EIU)

**Part des secteurs d'activités dans le PIB** : Primaire : 40,7% ; Secondaire : 20,5 % ; Tertiaire : 38,8% (2008, EIU)

**Exportations de la France vers le Togo** : 164,7 millions d'Euros (2008)

**Importations françaises du Togo** : 11,8 millions d'Euros (2008)

**Consulat de France** : Lomé

**Communauté française au Togo** : 2 822 personnes immatriculées en 2009

Communauté togolaise en France : 9 000 au 1er janvier 2007

++++

## Situation intérieure

### Situation politique

- ▶ Afin de régler la crise politique togolaise, le Président Gnassingbé EYADEMA avait accepté, en avril 2004, 22 engagements démocratiques souscrits auprès de l'UE. Son décès, le 5 février 2005, a ouvert une crise politique et institutionnelle, marquée par l'arrivée au pouvoir de son fils Faure GNASSINGBE, puis l'élection de celui-ci à la Présidence dans des circonstances troublées, le 24 avril 2005.
- ▶ Dans ce contexte, le Président Faure GNASSINGBE a affirmé sa détermination à mettre en oeuvre un processus sincère de démocratisation et d'édification de l'Etat de droit au Togo. Ainsi, un gouvernement d'ouverture (juin 2005), dirigé par Edem KODJO, membre de l'opposition modérée, a engagé la reprise du dialogue national, notamment sur le cadre électoral et l'organisation d'élections législatives transparentes. Présidé par Me AGBOYIBO, membre de l'opposition (Comité d'Action pour le Renouveau - CAR), le dialogue inter-togolais a connu diverses difficultés. La médiation du Président Burkinabé, a permis de déboucher, le 20 août 2006, sur la signature d'un accord politique global (APG) par l'ensemble des partis. Nommé Premier ministre le 16 septembre 2006, Me AGBOYIBO a constitué un gouvernement d'union nationale, sans l'UFC (Union des Forces du Changement, de Gilchrist OLYMPIO), qui estimait que la primature lui revenait « de droit ».
- ▶ Reportées pour des raisons techniques, les élections législatives auxquelles s'étaient engagées les autorités togolaises vis-à-vis de l'UE ont eu lieu le 14 octobre 2007. Près de 3 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes pour élire 81 députés. Les élections se sont déroulées en présence de missions d'observations électorales nationales et internationales (dont l'UE, la CEDEAO et l'OIF) qui ont salué le bon déroulement du scrutin, dans une atmosphère pacifique. Le RPT (Rassemblement du Peuple Togolais, du Président Faure GNASSINGBÉ) a obtenu la majorité absolue avec 50 sièges, devant l'UFC (27 sièges) et le CAR du Premier ministre AGBOYIBO (4 sièges). Le taux de participation s'est établi à 85%. En nombre de voix, l'UFC talonne le RPT (55.000 voix d'écart) qui doit sa large victoire au mode de scrutin et à un découpage électoral favorable.
- ▶ Komlan MALLY (RPT) a été nommé Premier ministre le 3 décembre 2007. L'UFC de Gilchrist OLYMPIO et le CAR de l'ancien Premier ministre Yawovi AGBOYIBO ont décliné la proposition du Président Faure GNASSINGBE de participer à un gouvernement d'union nationale.
- ▶ Le 7 septembre 2008, Gilbert HOUNGBO, précédemment secrétaire général adjoint de l'ONU et directeur du PNUD pour l'Afrique, a été nommé Premier ministre, en remplacement de Komlan MALLY. L'équipe gouvernementale reste dominée par le parti présidentiel, sans représentant de l'opposition parlementaire. Hormis le poste de ministre des affaires étrangères, la plupart des postes clefs restent inchangés. La tâche du nouveau Premier ministre sera d'améliorer l'action gouvernementale et de continuer à mobiliser l'aide internationale.
- ▶ L'élection présidentielle de 2010 constitue la prochaine échéance importante. Elle a eu lieu le 4 mars 2010 avec un scrutin à un tour. Sur huit candidatures présentées, sept ont été validées par la Cour Constitutionnelle, celle de Kofi Yamgnane, ancien Secrétaire d'Etat et maire de Saint-Coulitz (Bretagne) en France n'a pas été retenue. Les

candidats sont : le Président Faure Gnassingbé pour le RPT, Jean-Pierre Fabre de l'UFC, Yawovi Agboyibo pour le CAR, Nicolas Lawson du Parti pour le renouveau et de la rédemption (PRR), Agbéyomé Kodjo pour l'Organisation pour bâtir le Togo dans l'unité et la solidarité (OBUTS), Bassabi Kagbara pour le Parti Démocratique panafricain (PDP), Mme Adjamagbo-Johnson pour la Convention Démocratique des Peuples Africains (CDPA).

- ▶ L'Union européenne a déployé une mission d'observation électorale, à laquelle la France participe activement. Cette mission a été rejointe par celle de la CEDEAO avec 300 observateurs civils et militaires.
- ▶ La proclamation des résultats définitifs par la Cour Constitutionnelle togolaise le 18 mars 2010 a confirmé la réélection du président sortant Faure Gnassingbé avec 60,88%.
- ▶ Si la période de contestation est officiellement terminée depuis cette date, l'opposition maintient une mobilisation de faible ampleur dans la rue, rassemblant chaque semaine quelques milliers de partisans, afin de protester contre cette victoire « volée » et pour la reconnaissance de son candidat (Jean Pierre Fabre, 33,93 %) comme vainqueur de l'élection.
- ▶ Le calme et la non-violence dans lesquels s'est déroulée cette élection, depuis la campagne jusqu'aux résultats, sont une réussite.

### *Situation économique*

- ▶ L'économie togolaise repose sur le commerce de transit, le secteur agricole et sur l'exploitation des phosphates dont la production a chuté à 2,9 Mt en 1991 et à 800 000 tonnes en 2008. Le secteur informel est très important. La croissance demeure faible alors que l'accroissement démographique reste élevé.
- ▶ L'année 2008 a été marquée par une normalisation des relations du Togo avec les institutions financières internationales, ce qui permet d'envisager un règlement de la question de la dette extérieure (plus de 80% du PIB). Le FMI a ainsi approuvé le 21 avril 2008 un programme FRPC pour un montant de 60 Md DTS. Les relations entre le Togo et la Banque mondiale sont normalisées après qu'une solution a été trouvée au mois de mai pour régler les arriérés qui s'élevaient à 153 M\$. Ceci a été rendu possible par l'implication de la France dans le montage financier destiné à apurer ces arriérés (mise en oeuvre par l'AFD d'un « crédit relais »). La Banque africaine de développement a accepté de faire bénéficier le Togo de sa nouvelle Facilité pour les Etats fragiles. Enfin, le 12 juin 2008, les créanciers du Club de Paris sont convenus d'un accord d'allègement de la dette publique extérieure évaluée à 965 M\$ (dont deux tiers d'arriérés et d'intérêts en retard). 347M\$ seront annulés, tandis que le reste sera rééchelonné et différé jusqu'en 2012, lorsque le Togo aura atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE. Le Togo a atteint le point de décision de l'initiative PPTE le 24 novembre 2008.
- ▶ Des progrès notables ont été réalisés en matière de finances publiques (meilleure gestion du trésor, du fisc et des douanes). Des restructurations sont attendues dans les secteurs bancaire, du coton et des phosphates. Des réformes devront aussi être conduites dans les domaines de l'eau, de l'électricité ou encore s'agissant du port de Lomé.

### *Politique extérieure*

- ▶ Le Président EYADÉMA avait développé une diplomatie active au niveau régional. Doyen des chefs d'Etat africains, il avait présidé la CEDEAO en 1998-1999 puis l'OUA en 2000-2001. Il s'était également impliqué dans

diverses médiations : Guinée, Sierra Leone (accord de juin 1999) et Côte d'Ivoire, en tant que coordinateur du groupe de contact de la CEDEAO jusqu'à l'accord de Marcoussis.

- ▶ Le Conseil européen a décidé, en novembre 2006, la reprise de la coopération communautaire avec le Togo, suite à la définition d'un cadre électoral consensuel et à l'annonce d'une date pour les élections législatives, finalement organisées en octobre 2007. On notera qu'au titre du 10ème FED (2008-2013), le Togo devrait se voir allouer une dotation de base de 98,5 millions d'Euros (enveloppe A). Cette dotation pourra être complétée par une « tranche incitative » de 25 %, allouée en fonction des progrès accomplis dans le domaine de la gouvernance. Les secteurs de concentration privilégieront les infrastructures et la gouvernance. Depuis le mois de novembre 2007, les relations entre l'UE et le Togo, ne sont plus régies dans le cadre de l'article 96 de l'accord de Cotonou, mais dans celui de l'article 8 (dialogue politique).
- ▶ Même si la diplomatie togolaise est désormais très concentrée sur la relation avec l'Union européenne, le Togo cultive ses relations de bon voisinage et les étend progressivement aux pays d'Afrique centrale. Dans le même temps, il diversifie ses relations en se rapprochant de la Chine, de l'Iran, de la Libye et du Maroc.
- ▶ En matière militaire et d'opérations de maintien de la paix, il convient de souligner le rôle joué par le Togo dans la crise ivoirienne, avec une participation à l'ONUCI (326 hommes) et l'accueil du détachement aérien de l'opération française Licorne de 2004 à 2007.

*Post-scriptum :*

- ▶ [Carte du Togo](#)